

# Le Maghreb

Quotidien de l'Economie

Alger, 5 janvier 2008

<http://www.lemaghrebdz.com/lire.php?id=7717>

## Les pays du sud devront mettre 157 ans pour se rapprocher du niveau de vie de l'Europe

### Le Maghreb otage de son arrimage à l'Europe

Le processus de Barcelone est revenu au devant de la scène régionale, à la faveur d'une étude comparative qui vient d'être effectuée entre les pays de l'Union européenne et ceux de la rive sud de la Méditerranée. Critique vis-à-vis des politiques de coopération envisagée, certes, mais l'étude en question défend toujours la nécessité de conjuguer les efforts sur la consolidation de la coopération dans le cadre du programme Meda, (coopération euro-méditerranéenne).

Tout en reconnaissant l'écart entre les deux rives de la Méditerranée, en soulignant notamment que "avec 6 209 dollars de PNB par tête, la région sud est au niveau de l'Europe des années 50. Au rythme actuel, les pays du Sud devront mettre 157 ans pour se rapprocher du niveau de vie de l'Europe, là où l'Irlande a mis moins de 20 ans (...)".

Faisant le point de ce processus de coopération, l'étude en question souligne que Barcelone a assaini les finances des pays partenaires de la rive sud. Mais, tout en se faisant attribuer les défis relevés par les économies du Sud même en dehors de la coopération avec l'Union européenne.

Ce qui se comprend vite en lisant que "Barcelone a assaini les finances des pays partenaires (...) l'inflation est passée de 20% durant les années 1990 à moins de 5%, la dette publique de 80% à 60% du PIB (...)". La même étude défend également le processus en question en concluant que c'est Barcelone qui a eu à préparer les conditions institutionnelles, légales et commerciales pour garantir le développement et la consolidation de la croissance de la rive sud.

Sur la même lancée, il est conclu que c'est le processus de Barcelone qui a servi d'élément catalyseur pour les IDE (investissements directs étrangers) dans la rive sud de la Méditerranée. Sur ce dernier volet, (IDE) la même étude conclut que le processus de Barcelone a contribué au développement des IDE dans la région Meda. Toutefois, il a été explicitement mentionné que les pays de l'est de la rive sud (à savoir le Proche-Orient et la Turquie) ont bénéficié beaucoup plus des IDE en provenance de l'Europe par rapport aux pays du Maghreb.



En effet, l'est de la région (Proche-Orient, Turquie) progresse plus vite que le Maghreb, lequel semble payer son arrimage plus net à un partenaire économique (Europe de l'Ouest) moins dynamique que les partenaires de la Méditerranée orientale (Golfe, Asie, Etats-Unis, pays émergents). La même étude s'interroge sur le rôle de l'accélération des IDE dans une croissance plus forte.

Elle estime que le lien entre IDE et développement économique, ou croissance, n'est pas facile à démontrer. La période récente de fort niveau d'IDE semble correspondre à une phase de stabilisation de la croissance à un niveau respectable (6%), mais il faudra davantage de recul pour s'en assurer.

Les IDE apportent certes une contribution directe à l'accroissement de la production, dans la phase de construction de chaque projet comme dans sa phase d'exploitation, mais cela ne représente qu'un pourcentage limité du PNB. Les effets indirects dépendent du multiplicateur (effet de levier) de l'investissement, donc de l'insertion de l'IDE dans la chaîne locale de valeur (clients, fournisseurs, sous-traitants). Concernant Meda, on peut craindre que la plupart des IDE dans l'énergie (près du cinquième des montants), utilisant des équipements importés et des travailleurs en grande partie étrangers, et exportant des produits souvent peu transformés, apportent peu de valeur ajoutée locale (en dehors de la rente payée par l'opérateur). Idem pour certains formes d'immobilier (résidences secondaires pour les diasporas). Au contraire, l'industrie légère (agroalimentaire, mécanique, mobilier, etc.), bien intégrée aux autres secteurs (mais trop peu représentée dans les IDE) peut démultiplier assez largement ses effets dans l'économie.

Un autre aspect est l'accumulation de capital permise par les IDE. Si les dividendes sont réinvestis localement, il est clair que l'investissement étranger fera boule de neige, au bénéfice de la croissance. Or, l'une des faiblesses actuelles des IDE vers Meda est le faible taux de réinvestissement par les firmes étrangères (5 à 10% seulement des IDE sont des "extensions" d'unités existantes, selon l'observatoire Mipo d'Anima).

M. Amani